

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES CCP N°2026-1

OBJET DU MARCHE :

Prestations de conception graphique de supports de communication de Sciences Po Lille

Le présent CCP comporte 11 feuillets numérotés

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
1.1 - Objet de la consultation	3
1.2 - Forme de la consultation	3
1.3 - Durée de l'accord-cadre	3
1.4 - Montant de l'accord-cadre	3
1.5 - Durée de validité des offres	4
1.6 - Reconduction expresse	4
1.7 - Délais et lieu d'exécution des prestations	4
1.8 - Sous-traitance	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES	5
3.1 - Nature des prestations.....	5
3.2 - Moyens mis en œuvre par le titulaire.....	7
ARTICLE 4 : VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 5 : PRIX	8
5.1 - Rémunération des prestations.....	8
5.2 - Contenu des prix	8
ARTICLE 6 : MODE DE REGLEMENT-PAIEMENT.....	8
6.1 - Conditions et mode de règlement	8
6.2 - Paiement du sous-traitant	9
ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE.....	10
ARTICLE 8 : PROPRIETES	10
ARTICLE 9 : DROITS ET LITIGES	10
ARTICLE 10 : RESILIATION.....	10
10.1 - Dispositions générales	10
10.2 - Mauvaise exécution	10
10.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général	11
ARTICLE 11 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	11

ARTICLE 1 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

Le présent marché porte sur la réalisation de prestations de conception graphique de supports de communication de Sciences Po Lille. La nature de ces prestations est précisée à l'article 3.1 du présent document.

Code CPV : 79822500-7 (Services de conception graphique)

1.2 - Forme de la consultation

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles L2125-1, R2121-8, R2125-1, R2123-1 à R2123-6 et R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique créé par l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Il est passé en procédure adaptée selon les dispositions L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique créé par l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Il s'exécute sous la forme de marchés subséquents attribués après interrogation de l'opérateur économique attributaire à chaque survenance d'un besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions définies au cahier des clauses particulières.

L'accord-cadre est constitué d'un lot unique.

1.3 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu, à compter de la date figurant sur l'ordre de service, pour une durée de 1 (un) an. Il pourra être reconduit expressément 3 (trois) fois pour une durée équivalente par lettre recommandée avec accusé de réception faite au moins 3 (trois) mois avant échéance. Sa durée totale ne pourra excéder 4 (quatre) ans.

1.4 - Montant de l'accord-cadre

Le montant minimum de commandes sur la durée totale de l'accord-cadre, période de reconduction éventuelle comprise, est de 15 000 (quinze mille) euros, soit un montant minimum annuel de commandes de 5 000 (cinq mille) euros.

Le montant maximum de commandes sur la durée totale de l'accord-cadre, période de reconduction éventuelle comprise, est de 120 000 (cent vingt mille) euros, soit un montant maximum annuel de commandes de 40 000 (quarante mille) euros.

Aucun minimum de commandes n'est garanti.

1.5 - Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est fixée à 120 jours.

1.6 - Reconduction expresse

Si le Pouvoir Adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire sera avisé par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

1.7 - Délais et lieu d'exécution des prestations

Le délai d'exécution d'une prestation est fixé lors de la demande de devis visant à attribuer le marché subséquent correspondant au besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur.

Le marché attribué, en cas de retard, les pénalités fixées sont conformes à l'article 14 du CCAG/FCS.

Les prestations devant être réalisées sur place seront réalisées dans les bâtiments de Sciences Po Lille situés au 9 rue Auguste Angellier, au 1 place Georges Lyon, ou au 23 rue Inkerman, 59000 Lille ou à distance pour les opérations le permettant.

1.8 - Sous-traitance

Le titulaire est autorisé à sous-traiter certaines parties du marché dans la mesure où ladite sous-traitance **ne constitue pas l'ensemble des prestations demandées.**

En cas de sous-traitance, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées tel que prévu à l'article 6.2 du présent CCP par le pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire présente :

- Un projet d'acte de sous-traitance. Le formulaire intitulé « DC4 (déclaration de sous-traitance) » est disponible sur la plateforme de la Direction des Affaires Juridiques via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant par laquelle il affirme qu'il ne tombe pas (ou que la société pour laquelle il intervient ne tombe pas) sous le coup des interdictions énumérées dans les articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique concernant les liquidations, faillites personnelles, les infractions au Code Général des Impôts, les interdictions d'ordre législatif, réglementaire ou de justice
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-2, L.5212-5 et L. 5212-9 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

- Les justifications des capacités professionnelles et financières du sous-traitant

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement (AE) et son annexe
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP 2026-1) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
3. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, NOR : ECOM2106868A, publié au Journal Officiel de la République Française du 1^{er} avril 2021
4. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché au titulaire

LE CANDIDAT ACCEPTE SANS RESERVES LES CLAUSES DU PRESENT CCP.

L'offre est rédigée en français (loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et du décret n°95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Dans le cas contraire, il est exigé que les documents en question soient accompagnés d'une traduction en français (article R.2151-12 du Code de la Commande Publique créé par le Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018).

ARTICLE 3 : PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 - Nature des prestations

Conception graphique de supports de communication pour Sciences Po Lille, à l'exclusion de dessins artistiques et illustrations : recherches créatives et direction artistique (visuels, typographies, teintes, ...), mise en page, déclinaison des concepts sur différents supports écrits et éventuellement digitaux, dans le respect de la charte graphique de l'école tout en valorisant son identité forte.

Le marché comprend notamment la conception graphique et la déclinaison de supports institutionnels (print et digitaux), la mise en page de documents institutionnels et éditoriaux, la déclinaison de l'identité visuelle sur différents formats, le conseil en cohérence graphique.

Les supports sont variés et sont susceptibles de concerner différents services de l'école (formation continue, recherche, ...) : Il peut s'agir à titre indicatif de plaquettes, programmes, affiches, roll up, visuels pour objets publicitaires, stickers, invitations, signalétique, plans, ...

A la demande les créations devront être adaptées aux formats web et réseaux sociaux pour intégration sur le site institutionnel et autres supports numériques.

Sont expressément exclues du périmètre du présent marché : les prestations de création artistique originale de type illustration, dessin, œuvre graphique singulière (commandes artistiques ou collaboration avec un artiste ou créateur extérieur), la production audiovisuelle (réalisation de vidéos, motion design, ...), les créations numériques interactives spécifiques.

Ces prestations pourront, le cas échéant, faire l'objet de consultations ou de commandes distinctes.

A titre d'exemples, en 2024-2025 Sciences Po Lille a fait appel aux prestataires pour les éléments suivants : Création de visuels pour différents goodies, réalisation de différentes plaquettes et supports complexes pour le service formation continue, réalisation de différentes plaquettes et supports de communication pour les programmes de démocratisation, guide de rentrée en deux langues, plaquette d'information sur les procédures d'admission, programmes et affiche de valorisation d'événements, invitation à la cérémonie de remise des diplômes (liste non exhaustive).

Les supports créés par le prestataire du marché seront livrés aux formats standards classiques (gif, jpeg, png, tiff, etc).

Par ailleurs, ils seront aussi et systématiquement livrés dans leur format de création afin de permettre aux équipes de réaliser les mises à jour simples en interne et en autonomie.

Il est attendu que l'agence retenue soit force de proposition créative.

Le titulaire devra assurer la gestion des fichiers jusqu'à la remise en fabrication.

Pour information, Sciences Po Lille dispose de ses propres imprimeurs (marché dédié).

De manière à pouvoir appréhender « l'esprit » de l'école, des éléments de communication existants peuvent être demandés à julie.tryoen@sciencespo-lille.eu

Evénements prévus / supports envisagés :

- Création d'une plaquette présentant le schéma directeur en matière de Développement durable, responsabilité sociétale et environnementale (en cohérence avec le plan d'action (réalisé) de notre école pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes) et outils de communication pour déployer une communication adaptée (identité visuelle du schéma directeur, supports pédagogiques internes, kit de com responsable, ...)
- Structuration du réseau des 9 Sciences Po (kit graphique commun, gabarits partagés, signature visuelle, supports divers, rapport annuel)
- Refonte des plaquettes des programmes de démocratisation, kit pratique à destination des lycées partenaires
- Aide au développement de la "marque employeur" : kit recrutement enseignants, campagne Travailler à Sciences Po Lille

- Plaquette de présentation pérenne des bâtiments historiques de Sciences Po Lille (perspective Journées du patrimoine)
- Élaboration d'un guide de recommandation d'usage des outils bureautiques existants (couleurs, typographies, tailles de caractère, règles de mise en page) pour garantir une utilisation homogène des modèles institutionnels par l'ensemble services.
- Refonte des cartes de visite institutionnelles pour intégrer un QR code d'enregistrement automatique des coordonnées, dans une logique de modernisation et de simplification des usages.
- Création d'une plaquette pour clarifier et valoriser la Charte égalité.

3.2 - Moyens mis en œuvre par le titulaire

Les fichiers seront livrés sur une clé usb, sur CD-ROM ou envoyés via une plateforme FTP de type wetransfer.

Chaque dossier devra au minimum comporter les fichiers natifs sous Indesign, un PDF haute définition prêt à imprimer et un PDF basse définition pour téléchargement. Pour certains documents (type : plaquette), il pourra être demandé l'envoi des fichiers en page à page.

ARTICLE 4 : VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

Le Pouvoir Adjudicateur pourra effectuer, au moment de la livraison, des opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire ayant pour but de vérifier la conformité des livraisons avec les spécifications de la commande.

La Vérification Quantitative : contrôle de la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée le titulaire devra :

- Reprendre l'excédent fourni,
- Compléter la livraison dans un délai de 7 (sept) jours fermes à compter de la date de livraison initiale.

La Vérification Qualitative : contrôle de la conformité des prestations livrées avec les spécifications du bon de commande.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification s'opèrent en une seule étape et dans les trois (3) semaines suivant la réception, à l'exception des périodes de fermeture de Sciences Po Lille à Pâques, en août et en décembre.

L'admission des produits est définitive par accord tacite si aucune réserve n'a été formulée sans un délai de trois (3) semaines à partir de la date de réception de la commande, exception faite des périodes de fermeture de Sciences Po Lille.

Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés. Au cas où Sciences Po Lille découvre après admission, des défauts, il en avise le titulaire qui s'engage à les remplacer.

ARTICLE 5 : PRIX

5.1 - Rémunération des prestations

Le montant de la rémunération est fixé sur la base du devis ayant permis l'attribution du marché.

Sciences Po Lille peut être amenée, pour chacune de ses demandes de devis, à indiquer le budget maximal consacré à la demande.

Il sera demandé à l'agence de création retenue dans le cadre du marché, de fournir, pour chaque demande de devis : un tarif et une ébauche de création (non rémunérée).

5.2 - Contenu des prix

Le prix unitaire des prestations est global et forfaitaire. Il est réputé comprendre :

- L'ensemble des charges fiscales et parafiscales frappant les prestations faisant l'objet du présent marché
- Les dépenses de personnel
- Les déplacements
- Les droits d'utilisation des créations par Sciences Po Lille (cession des droits à Sciences Po Lille et accord pour que l'école puisse réaliser elle-même d'éventuelles mises à jour simples, sans changement de mise en page, sur les natifs que l'agence aura fourni).
- Tous autres frais nécessaires à la bonne exécution des prestations par le titulaire

La monnaie de compte du marché est l'EURO.

ARTICLE 6 : MODE DE REGLEMENT-PAIEMENT

6.1 - Conditions et mode de règlement

Le règlement est effectué sur présentation de factures correspondant à l'exécution complète des prestations prévues au bon de commande et constatées par le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille ou son représentant.

L'entreprise doit impérativement déposer ses factures via CHORUS PRO, facture, portant précisément l'entête de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, ainsi que les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- n° du marché (2026-1)
- n° du bon de commande (4500...)
- la date de facturation
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire
- la désignation en clair des prestations exécutées

- le prix total hors taxes (HT)
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix total toutes taxes comprises (TTC)

Les sommes dues sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'émetteur du bon de commande.

En cas de retard dans le règlement, le titulaire est bénéficiaire, de plein droit, des intérêts moratoires tels que prévus dans l'article L.2192-13 du Code de la Commande Publique créé par l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018. Le taux de ces intérêts est celui du taux de la Banque centrale européenne à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 (huit) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Règlement :

Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de l'IEP (Domaine Universitaire du Pont de Bois - BP 60149 - 59653 Villeneuve d'Ascq).

Nantissement :

Il sera fait application des articles R.2191-59 à R.2391-28 du Code de la Commande Publique. Le comptable chargé des paiements est L'agent comptable de l'IEP (Domaine Universitaire du Pont de Bois - BP 60149 - 59653 Villeneuve d'Ascq). La personne chargée de fournir les renseignements visés est le Responsable des Services Financiers de l'IEP (9 rue Auguste Angellier - 59800 LILLE ☎ 03.20.90.48.56)

Cautionnement :

Le titulaire est dispensé du versement d'un cautionnement.

6.2 - Paiement du sous-traitant

Les prestations exécutées par le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial et selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique, mais il reste soumis aux mêmes conditions de règlement des prestations que ce soit pour les modalités ou la forme et le contenu des demandes de paiement.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a eu connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'interdit toute communication verbale ou écrite sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de Sciences Po Lille.

Les informations de toute nature portées directement ou indirectement à la connaissance ou mises à disposition du titulaire sont considérées comme confidentielles et ne doivent pas être divulguées.

ARTICLE 8 : PROPRIETES

Le pouvoir adjudicateur reste propriétaire de l'ensemble des documents fournis pour la réalisation des prestations.

Le prestataire est propriétaire des droits d'auteur des créations.

Sciences Po Lille dispose du droit d'utilisation des créations.

ARTICLE 9 : DROITS ET LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 10 : RESILIATION

10.1 - Dispositions générales

Le Pouvoir Adjudicateur pourra recourir à la résiliation du marché selon les dispositions des articles L.2195-1 à l'article L.2195-6.

Le pouvoir adjudicateur se réserve enfin la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 et au chapitre 7 du CCAG-FCS.

10.2 - Mauvaise exécution

Sciences Po Lille peut résilier le marché pour faute ou aux torts du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations de sécurité
- Non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCP et offre technique du titulaire)

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai de 5 (cinq) jours.

Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

10.3 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent marché peut être résilié pour motif d'Intérêt Général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable. Ce délai ne peut être inférieur à 10 jours.

La résiliation pour motif d'Intérêt Général ne peut résulter que d'un courrier express adressé au titulaire avec avis de réception

ARTICLE 11 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Le présent CCP déroge à l'article 28 du CCAG/FCS par rapport aux vérifications des prestations

A, le

A Lille, le

Le Représentant dûment désigné de la société
(signature et cachet commercial)

Le Pouvoir Adjudicateur